

## COMMUNE DE GOEULZIN



## PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL Du 13 FEVRIER 2023

DEPARTEMENT DU NORD  
ARRONDISSEMENT DE DOUAI

Le 13 février 2023 à 18h35, le Conseil Municipal, légalement convoqué, conformément aux articles L2121- § 7, 10 & 11 du C.G.C.T. s'est réuni en séance publique limitée, salle du Cadran Solaire sous la présidence de M. le Maire Francis Fustin.

### **09** Présents :

Mmes *Aurore BONTEMPS, Delphine GUINEZ, Monique LECQ, Cendrine NIKIEL, Nadine MERCIER, Sabine FREVILLE-PAINTIAUX* et Ms *Jérôme BEHAGUE, Francis FUSTIN, Raphaël MATHIEU,*

### **01** Absent(s) sans excuse : *Jérôme FIEVET*

### **01** Absent(s) excusé : M *Luigi SECCI*

### **04** Représenté(s) : *Vincent WANTIER par Raphaël MATHIEU, Denis LAMY par Monique Lecq, Amélie OLIVIER par Delphine GUINEZ, Guy SOREL par Nadine MERCIER*

Monsieur le Maire demande :

- Si les conseillers acceptent comme Secrétaire de séance M. Raphael Mathieu qui s'est proposé à cette fonction : Adopté l'unanimité
- Si la séance peut se dérouler dans la salle du Cadran Solaire ; Adopté l'unanimité,
- S'il est autorisé à procéder à l'enregistrement des débats de l'assemblée communale ; Adopté l'unanimité,

M. le Maire

- rappelle que la date de convocation du présent conseil est le 28 novembre 2022 (affichage le même jour)
- déclare la séance ouverte avec un quorum respecté (**9 présents**, le quorum doit être de **8** conseillers présents).
- rappelle également le retour au droit commun, s'agissant des conseils municipaux, à savoir.

- Les réunions du conseil municipal se tiennent « à la mairie » (L. 2121-7 du CGCT).
- Le caractère public des réunions du conseil municipal est rétabli. Par principe, les séances des conseils municipaux sont publiques. A titre complémentaire, elles peuvent également être retransmises par des moyens audiovisuels. La possibilité de réunion par téléconférence n'est plus permise.
- Le quorum ; les conseils municipaux ne délibèrent valablement que lorsque la majorité absolue des membres en exercice (50%+1) est présente (L.2121-17 du CGCT). Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil peut de nouveau être convoqué au moins trois jours francs plus tard et peut alors se réunir sans condition de quorum.
- Le nombre de pouvoirs par membre du conseil municipal ; chaque conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir (L.2121-20 du CGCT)

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal est passé à l'approbation du compte rendu de la séance du 02 décembre 2022.

## Délibération N°1 : Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 02 décembre 2022

Le Maire rappelle que le compte rendu du conseil du 02 décembre 2022 avait été transmis le 08 février 2023 dématérialisé, joint à leur convocation du conseil du 13 février 2023, à l'ensemble des conseillers municipaux, et comme aucune question écrite n'ayant été transmise au secrétaire de séance, il propose d'approuver le compte rendu de la séance du 02 décembre 2022.

M le Maire met aux votes la délibération N°1 si tous les conseillers reconnaissent avoir les informations utiles et nécessaires pour voter

- Approuve le compte rendu du conseil municipal du 02 décembre 2022.

Décision des conseillers présents : 9 dont 4 représentés				
Pour	9	voix	Dont 4	de conseiller(s) représenté(s)
Contre		voix		de conseiller(s) représenté(s)
Abstention		voix		de conseiller(s) représenté(s)

## Délibération N°2 : appel à projets ; ACTes « Aides Aux Communes et aux Territoires » de la région des Hauts de France 2023

Nous sollicitons auprès de la région Hauts de France une subvention pour nos projets

- de re végétalisations de notre village et en priorité sur 2023 celle de la cour de l'école Mireille du Nord, et de l'axe principal reliant la route d'Oisy et la place du Souvenir du Général de Gaule,
- et d'aménagements paysagers de la route de Roucourt

Ce projet s'inscrit dans la politique régionale intitulée « Aides aux Communes et aux Territoires » (ACTes) en visant le volet « Appui aux projets locaux » qui s'adressent aux projets de communes de moins de 2000 habitants comme Goeulzin (1096 habitants au 31/12/22).

**Seuls seront recevables les dossiers complets remis sur la plateforme régionale à la date limite de dépôt fixée au 17 février 2023, ce qui explique la réunion de notre conseil ce soir.**

Nos projets à savoir ;

- Rue Charles Lefebvre avec dans son prolongement la place du Souvenir,
- La cour de l'école Mireille du Nord,
- L'aménagement de la desserte douce – piétons et cycles – de la route de Roucourt,

sont des projets d'aménagements paysagers qualitatifs de notre espace public améliorant ainsi le cadre de vie de notre population et l'attractivité de Goeulzin qui sera passé de 1003 habitants en 2014 à une prévision de 1250 à l'horizon 2026 avec l'achèvement de 71 nouvelles maisons.

Pour la route de Roucourt, ces travaux permettront également la mise en place d'un éclairage Leds intermittent qui assurera la réduction et la limitation des nuisances lumineuses tout en assurant la sécurité des usagers de la desserte douce.

Pour la re végétalisation des espaces publics, les plantations seront des espèces endogènes et non invasives, assurant rapidement des zones d'ombrage sur un sol désimperméabilisé, favorisant l'infiltration sur leur implantation des eaux pluviales et réduisant les gaz à effet de serre.

Montant demandé ;

Le montant de la subvention sera déterminé notamment

- par le potentiel financier <sup>1</sup> de notre commune et ajusté par rapport à la moyenne des potentiels de notre strate démographique régionale, nous reviendrons vers vous dès que nous aurons connaissance du montant auquel Goeulzin peut prétendre en regard du montant des budgets engagés et leur réalisation avant la fin de 2024 pour cette 1<sup>ère</sup> tranche de travaux d'aménagements durables de Goeulzin.
  - et de grille d'évaluation que vous retrouvez en annexe ;
    - 1), les 4 critères d'analyse de la recevabilité de notre demande
    - 2), les 5 critères de notation sur la contribution de notre projet aux objectifs rev3 et du SRADDET -Schéma Régional du Développement Durable et d'Égalité des Territoires-

M le Maire, après avoir exposé le projet et répondu aux questions des conseillers, met aux votes la délibération N°2 autorisant le maire à déposer une demande de subvention « ACTes « Aides Aux Communes et aux Territoires » concernant le volet « Appui aux projets locaux » de la région des Hauts de France 2023 et si tous les conseillers reconnaissent avoir les informations utiles et nécessaires pour voter.

Le Conseil après avoir délibéré autorise M. le Maire :

- à déposer cette demande de subvention ACTes « Aides Aux Communes et aux Territoires » concernant le volet « Appui aux projets locaux » de la région des Hauts de France
- à inscrire au budget primitif 2023 cet investissement.
- à intervenir à tous les actes attachés à l'exécution de la présente décision,

Décision des conseillers présents : 9 dont 4 représentés				
Pour	9	voix	Dont 4	de conseiller(s) représenté(s)
Contre		voix		de conseiller(s) représenté(s)
Abstention		voix		de conseiller(s) représenté(s)

**Délibération N°3 : Adhésion au groupement de commande pour la passation d'un marché de prestations de restauration collective en gestion concédée.**

**Exposé :** Dans le cadre de son projet de territoire, DOUAISIS AGGLO a décidé d'engager des actions de mutualisation qui permettent notamment de rationaliser les dépenses publiques. La Communauté a ainsi proposé la mise en place de groupement de commande dans les conditions prévues aux articles L 2113-6 et L 2113-7 du Code de la Commande Publique pour le marché de prestations de restauration collective en gestion concédée.

Ce groupement de commande, qui a pour objectif la coordination et le regroupement des achats de plusieurs acheteurs, présente l'intérêt de permettre des effets d'économies d'échelle, ainsi qu'une mutualisation des procédures de passation des marchés.

DOUAISIS AGGLO s'est proposé pour assurer le rôle de coordonnateur du groupement

Conformément aux dispositions de la commande publique, la création d'un groupement de commandes doit être formalisée par la signature d'une convention constitutive ayant pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement et donc les missions et responsabilités de chacun.

Dans le projet de convention joint en annexe, il est prévu que l'ensemble des opérations relatives à la procédure de passation du marché sera conduit par DOUAISIS AGGLO qui agira comme coordonnateur de groupement et assurera à ce titre la signature et la notification du marché au nom de l'ensemble des membres du groupement. Chaque collectivité membre du groupement assurera l'exécution matérielle et financière du marché pour les besoins qui lui sont propres.

Vu le code général des collectivités territoriales

---

<sup>1</sup> *Potentiel financier égal au potentiel fiscal de Goeulzin auquel on ajoute notre dotation globale de fonctionnement (DGF) de l'Etat en N-1, puis le classement de notre commune se fera par rapport à notre moyenne de notre strate démographique*

Vu les articles L 2113-6 et L 2113-7 du Code la Commande Publique,  
 Considérant l'intérêt d'adhérer au groupement de commandes  
 Considérant qu'une convention constitutive doit être établie entre les deux parties,  
 Ayant entendu l'exposé du maire, celui-ci met aux votes la délibération N°3 si tous les conseillers reconnaissent avoir les informations utiles et nécessaires pour voter.

Le Conseil après avoir délibéré

- DECIDE l'adhésion de la commune de Goeulzin au groupement de commande concernant la pas-sation d'un marché de prestations de restauration collective en gestion concédée.
- ACCEPTE les termes de la convention constitutive du groupement de commande,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention du groupement de commande et à intervenir à tous les actes attachés à l'exécution de la présente décision,

Décision des conseillers présents : 9 dont 4 représentés				
Pour	9	voix	Dont 4	de conseiller(s) représenté(s)
Contre		voix		de conseiller(s) représenté(s)
Abstention		voix		de conseiller(s) représenté(s)

**Délibération N° 4 demande de subvention au titre de l'ADVB -Aides Départementales aux Villages et Bourgs, volet « énergie » pour le changement de la chaudière au gaz des bâtiments communaux**

Dans le cadre du plan d'économie énergétique développé par la commune et de réduction des coûts de chauffage de l'école et des bâtiments communaux, nous souhaitons pour la prochaine rentrée scolaire 2023/2024 changer la chaudière existante âgée d'une vingtaine d'année et très énergivore.

Le choix dans la limite d'un budget HT de 50 000€ (60 000€ ttc) s'opérera sur des critères de consommation pour une chaudière de 120 à 160 kW et de fiabilité du matériel. (Chaudière à condensation, mode hybride, ou pompe à chaleur sur remise de comparatifs)

Cet investissement sera inscrit au budget primitif 2023.

Nous sollicitons le département pour l'obtention d'une subvention au titre de l'A.D.V.B. -Aides Départementales aux Villages et Bourgs, volet « énergie » pour les projets comme le nôtre, liés à l'amélioration de la production d'énergie. et pour une subvention de 50% du montant de l'investissement.

Nous nous engageons pour une réalisation de cet investissement au plus tard au 30 septembre 2023.

M le Maire met aux votes la délibération N°4 autorisant le maire à déposer une demande de subvention au titre de l'A.D.V.B. « énergie » pour le changement de la chaudière au gaz actuelle des bâtiments communaux et si tous les conseillers reconnaissent avoir les informations utiles et nécessaires pour voter.

Le Conseil après avoir délibéré, autorise M. le Maire à :

- déposer une demande de subvention au titre de l'ADVB « énergie » pour le changement de la chaudière au gaz des bâtiments communaux au taux de 50% du montant ht
- inscrire au budget primitif 2023 l'investissement de cette chaudière
- réaliser au plus tard le 30 septembre 2023 ce changement de chaudière

Décision des conseillers présents : 9 dont 4 représentés				
Pour	9	voix	Dont 4	de conseiller(s) représenté(s)
Contre		voix		de conseiller(s) représenté(s)
Abstention		voix		de conseiller(s) représenté(s)

Délibération N° 5 demande de subvention au titre de l'A.D.V.B. -Aides Départementales aux Villages et Bourgs, volet « Voirie Communale- pour la couche de roulement de la route communale de Roucourt

La loi NOTRe a confirmé le département du Nord comme chef file des solidarités territoriales. Avec ses subventions A.D.V.B. -Aides Départementales aux Villages et Bourgs, volet « Voirie Communale-, le département accompagne les projets de rénovation de la couche de roulement des voiries communales.

Pour la reconstruction de la nouvelle route de Roucourt, nous sollicitons le département pour subventionner cet investissement de la couche de roulement, et autant que faire ce peut, l'installation du chantier, la mise à niveau des bouches à clef ou autre ouvrage sur ce chantier et la signalisation par marquage horizontal et vertical après travaux.

M le Maire met aux votes la délibération N°5 si tous les conseillers reconnaissent avoir les informations utiles et nécessaires pour voter.

Le Conseil après avoir délibéré autorise M. le Maire

- à demande de subvention au titre de l'A.D.V.B. -Aides Départementales aux Villages et Bourgs , volet « Voirie Communale- pour la couche de roulement de la route communale de Roucourt et autant que faire ce peut, l'installation du chantier, la mise à niveau des bouches à clef ou autre ouvrage sur ce chantier et la signalisation par marquage horizontal et vertical après travaux.
- A inscrire cet investissement au budget primitif 2023
- A achever les travaux au plus tard au 30 septembre 2024

Décision des conseillers présents : 9 dont 4 représentés				
Pour	9	voix	Dont 4	de conseiller(s) représenté(s)
Contre		voix		de conseiller(s) représenté(s)
Abstention		voix		de conseiller(s) représenté(s)

Délibération N° 6 demande de subvention au titre de l'A.D.V.B. -Aides Départementales aux Villages et Bourgs, volet « Voirie Communale- pour la route communale de Roucourt

La loi NOTRe a confirmé le département du Nord comme chef file des solidarités territoriales. Avec ses subventions A.D.V.B. -Aides Départementales aux Villages et Bourgs, volet « Voirie Communale-, le département accompagne les projets de rénovation des voiries communales.

Pour la rénovation de la nouvelle route de Roucourt, nous sollicitons le département pour subventionner cet investissement pour ;

- les espaces publics de cette chaussée avec le cheminement doux – piétons et cyclistes –
- les trottoirs envisagés,
- et autant que faire ce peut, les frais de maîtrise d'œuvre qui seront confiées à un cabinet externe au porteur du projet, la commune.

M le Maire met aux votes la délibération N°6 si tous les conseillers reconnaissent avoir les informations utiles et nécessaires pour voter.

Le Conseil après avoir délibéré autorise M. le Maire

à demander de subvention au titre de l'A.D.V.B. -Aides Départementales aux Villages et Bourgs , volet « Voirie Communale- Aménagements et équipements - pour la rénovation de la nouvelle route de Roucourt, nous sollicitons le département pour subventionner cet investissement pour ;

- les espaces publics de cette chaussée avec le cheminement doux – piétons et cyclistes –
- les trottoirs envisagés,
- et autant que faire ce peut, les frais de maîtrise d'œuvre qui seront confiées à un cabinet externe au porteur du projet, la commune.
- à inscrire cet investissement au budget primitif 2023
- à achever les travaux au plus tard au 30 septembre 2024

Nous examinerons enfin si cet investissement peut faire l'objet d'une demande de bonification « Nord Durable » lors de la saisie de cette demande de subvention.

Décision des conseillers présents : 9 dont 4 représentés				
Pour	9	voix	Dont 4	de conseiller(s) représenté(s)
Contre		voix		de conseiller(s) représenté(s)
Abstention		voix		de conseiller(s) représenté(s)

Clôture du conseil du 13 février 2023 à 19h45

Goeulzin le 14 février 2023

Le Maire Francis Fustin

- Annexe 1 ; projections subventions et financement du programme présenté

extraits P.P.I. 2023/2024	roucourt	%	cour école	%	chaudière	%	total	%	2023	2024	total
investissement ht	1 000 000 €		200 000 €		50 000 €		1 250 000 €		650 000 €	600 000 €	1 250 000 €
tva	200 000 €		40 000 €		10 000 €		250 000 €		130 000 €	120 000 €	250 000 €
investissement ttc	1 200 000 €		240 000 €		60 000 €		1 500 000 €		780 000 €	720 000 €	1 500 000 €
<b>financements</b>											
<i>Subv. France Relance</i>	472 358 €	47,24%					472 358 €	37,79%	236 179 €	236 179 €	472 358 €
ADBV chaussées	75 000 €	7,50%					75 000 €		35 000 €	40 000 €	75 000 €
ADVB énergie					25 000 €	50%	25 000 €		25 000 €		25 000 €
ADBV Route	60 000 €	6,00%	100 000 €	50%			160 000 €	12,80%	130 000 €	30 000 €	160 000 €
ACTES région HDF	192 642 €	19,26%					192 642 €	15,41%	86 321 €	106 321 €	192 642 €
<i>dotation FCC 2023</i>			60 000 €	30%	15 000 €	30%	75 000 €	6,00%	75 000 €		75 000 €
<b>sous/total subventions</b>	<b>800 000 €</b>	<b>80%</b>	<b>160 000 €</b>	<b>80%</b>	<b>40 000 €</b>	<b>80%</b>	<b>1 000 000 €</b>	<b>80%</b>	<b>587 500 €</b>	<b>412 500 €</b>	<b>1 000 000 €</b>
autofinancement	75 000 €	7,50%	40 000 €	20%	10 000 €	20%	125 000 €	10%	62 500 €	62 500 €	125 000 €
prêt 20ans	125 000 €	12,50%					125 000 €	10%		125 000 €	125 000 €
<b>total ressources</b>	<b>1 000 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>200 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>50 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>1 250 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>650 000 €</b>	<b>600 000 €</b>	<b>1 250 000 €</b>
relais TVA	200 000 €		40 000 €		10 000 €		250 000 €		130 000 €	120 000 €	250 000 €
<b>investissement ttc</b>	<b>1 200 000 €</b>		<b>240 000 €</b>		<b>60 000 €</b>		<b>1 500 000 €</b>		<b>780 000 €</b>	<b>720 000 €</b>	<b>1 500 000 €</b>
<b>subventions acquises</b>											
<i>reste sur Subv. Acquises</i>	FCC								5 000 €	80 000 €	85 000 €
	FCIS									180 000 €	180000+A3:A1:L21

- Annexe 2 ; PPG 2020/2031

	<i>Ppg MANDAT 2020 : 2025</i>						<i>Ppg MANDAT 2026 / 2031</i>					
	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>2028</i>	<i>2029</i>	<i>2030</i>	<i>2031</i>
Dépenses de fonctionnement	584 541 €	638 546 €	646 671 €	667 730 €	682 040 €	695 405 €	708 980 €	722 825 €	737 965 €	751 370 €	766 075 €	781 130 €
Recettes de fonctionnement	680 337 €	721 020 €	743 983 €	765 000 €	780 330 €	795 995 €	811 925 €	828 095 €	844 580 €	861 390 €	878 530 €	896 015 €
Épargne brute	95 796 €	82 474 €	97 313 €	97 270 €	98 290 €	100 590 €	102 945 €	105 271 €	106 615 €	110 020 €	112 454 €	114 885 €
Dépenses d'investissements hors remboursement des prêts	432 443 €	1 412 290 €	355 757 €	852 813 €	803 605 €	114 050 €	114 501 €	114 959 €	115 374 €	115 893 €	116 370 €	116 854 €
Recettes d'investissements hors emprunt	431 783 €	836 267 €	498 973 €	809 467 €	745 636 €	372 748 €	430 991 €	325 888 €	316 108 €	294 683 €	276 123 €	276 123 €
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	95 136 €	-493 549 €	240 528 €	53 924 €	40 321 €	359 287 €	419 434 €	316 200 €	307 350 €	288 810 €	272 207 €	274 155 €
remboursement des dettes		-5 593 €	-11 280 €	-11 406 €	-16 895 €	-17 120 €	-17 347 €	-17 553 €	-17 811 €	-18 048 €	-18 288 €	-18 288 €
Emprunts		<b>250 000 €</b>			<b>125 000 €</b>							
Dépenses totales	1 016 984 €	2 045 243 €	991 149 €	1 509 137 €	1 468 750 €	792 336 €	806 134 €	820 231 €	835 528 €	849 215 €	864 157 €	879 696 €
Recettes totales	1 112 120 €	1 807 287 €	1 242 956 €	1 574 467 €	1 650 966 €	1 168 743 €	1 242 916 €	1 153 983 €	1 160 688 €	1 156 073 €	1 154 653 €	1 172 138 €
Dettes au 31/12/ ....		244 407 €	233 128 €	221 721 €	324 558 €	307 439 €	290 092 €	272 514 €	254 704 €	236 656 €	218 368 €	199 836 €
Épargne nette = (épargne brute - capital remboursé)	95 796 €	76 881 €	86 033 €	85 863 €	81 489 €	83 564 €	87 790 €	84 984 €	82 334 €	79 896 €	77 652 €	75 609 €
<b>Ratios</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>	<b>2030</b>	<b>2031</b>
Taux épargne brute	14,1%	11,4%	13,1%	12,7%	12,6%	12,6%	12,7%	12,7%	12,6%	12,8%	12,8%	12,8%
Taux épargne nette	14,1%	10,7%	11,6%	11,2%	10,4%	10,5%	10,8%	10,3%	9,7%	9,3%	8,8%	8,4%
Capacité désendettement <6ans <12ans		3,0	2,4	2,3	3,3	3,1	2,8	2,6	2,4	2,2	1,9	1,7
Dettes/habitant <621€		231 €	217 €	202 €	288 €	265 €	242 €	219 €	201 €	187 €	172 €	158 €
Dettes/recettes <120%		33,9%	31,3%	29,0%	41,6%	38,6%	35,7%	32,9%	30,2%	27,5%	24,9%	22,3%
nombre habitants	1056	1056	1076	1100	1127	1162	1198	1242	<b>1267</b>	<b>1267</b>	<b>1267</b>	<b>1267</b>



- Annexe 3 ; PPG 2014/2031

	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>produits de fonctionnement courant dont</b>	<b>636 541</b>	<b>649 611</b>	<b>646 729</b>	<b>638 171</b>	<b>647 188</b>	<b>698 466</b>	<b>668 879</b>	<b>714 609</b>	<b>739 154</b>	<b>760 400</b>	<b>775 630</b>	<b>791 195</b>	<b>807 025</b>	<b>821 382</b>	<b>839 480</b>	<b>856 190</b>	<b>873 230</b>	<b>890 615</b>
produits des services et domaines	39 889	43 083	40 581	45 922	46 051	47 328	28 838	<b>63 172</b>	65 020	65 000	66 300	67 650	69 000	69 003	71 800	73 235	74 700	76 195
impôts et taxes	359 552	379 300	392 685	401 706	427 240	442 816	413 030	<b>439 825</b>	458 597	479 000	488 600	498 400	508 370	518 550	528 920	539 500	550 290	561 300
dotations et participations	216 224	207 106	181 543	168 519	161 271	194 141	202 850	<b>183 139</b>	195 701	196 600	200 550	204 560	208 650	212 825	217 080	221 425	225 855	230 370
autres produits de gestion courante	6 839	9 319	10 255	9 778	9 206	7 585	23 718	<b>10 801</b>	15 731	15 800	16 100	16 425	16 755	16 754	17 430	17 780	18 135	18 500
travaux en régie			12 371	0					280									
atténuations de charges	14 037	10 803	9 294	12 246	3 420	6 595	443	<b>17 673</b>	3 825	4 000	4 080	4 160	4 250	4 250	4 250	4 250	4 250	4 250
<b>produits exceptionnels</b>	<b>118</b>	<b>2 532</b>	<b>637</b>	<b>3 025</b>	<b>552</b>	<b>100</b>	<b>11 458</b>	<b>6 411</b>	<b>4 829</b>	<b>4 600</b>	<b>4 700</b>	<b>4 800</b>	<b>4 900</b>	<b>5 000</b>	<b>5 100</b>	<b>5 200</b>	<b>5 300</b>	<b>5 400</b>
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>636 659</b>	<b>652 143</b>	<b>647 366</b>	<b>641 196</b>	<b>647 740</b>	<b>698 566</b>	<b>680 337</b>	<b>721 020</b>	<b>743 983</b>	<b>765 000</b>	<b>780 330</b>	<b>795 995</b>	<b>811 925</b>	<b>826 382</b>	<b>844 580</b>	<b>861 390</b>	<b>878 530</b>	<b>896 015</b>
<b>charges de fonctionnement courantes dont</b>	<b>578 171</b>	<b>568 038</b>	<b>568 826</b>	<b>533 755</b>	<b>545 729</b>	<b>561 315</b>	<b>582 738</b>	<b>634 220</b>	<b>640 544</b>	<b>661 280</b>	<b>674 550</b>	<b>688 100</b>	<b>701 860</b>	<b>715 895</b>	<b>731 200</b>	<b>744 825</b>	<b>759 725</b>	<b>774 975</b>
charges à caractère général	190 403	186 269	193 630	169 610	176 788	184 312	163 434	<b>180 173</b>	201 578	204 800	208 900	213 100	217 360	221 700	226 200	230 660	235 275	240 000
charges de personnel	315 780	320 190	304 884	287 548	284 770	293 529	299 991	<b>359 753</b>	347 608	361 920	369 200	376 600	384 130	391 815	400 000	407 645	415 800	424 150
charges de gestion courante	71 988	61 579	70 312	76 598	84 171	83 474	82 113	<b>94 294</b>	91 357	94 560	96 450	98 400	100 370	102 380	105 000	106 520	108 650	110 825
charges d'atténuation							37 200											
transfert de charges																		
<b>excédent brut courant</b>	<b>58 370</b>	<b>81 573</b>	<b>77 904</b>	<b>104 415</b>	<b>101 459</b>	<b>137 151</b>	<b>86 141</b>	<b>80 389</b>	<b>98 611</b>	<b>99 120</b>	<b>101 080</b>	<b>103 095</b>	<b>105 165</b>	<b>105 487</b>	<b>108 280</b>	<b>111 365</b>	<b>113 504</b>	<b>115 640</b>
charges exceptionnelles	1 321	1 279	1 362	1 227	1 563	5 019	1 401	<b>1 457</b>	1 732	1 850	1 900	1 940	1 980	1 979	2 018	2 100	2 145	2 190
charges de fonctionnement hors intérêt	579 492	569 317	570 187	534 982	547 292	566 334	584 139	635 677	642 276	663 130	676 450	690 040	703 840	717 874	733 218	746 925	761 870	777 165
<b>épargne de gestion</b>	<b>57 167</b>	<b>82 826</b>	<b>77 179</b>	<b>106 214</b>	<b>100 448</b>	<b>132 232</b>	<b>96 198</b>	<b>85 343</b>	<b>101 708</b>	<b>101 870</b>	<b>103 880</b>	<b>105 955</b>	<b>108 085</b>	<b>110 180</b>	<b>111 362</b>	<b>114 465</b>	<b>116 659</b>	<b>118 850</b>
intérêts	186			300	991	335	402	<b>2 869</b>	4 395	4 600	5 590	5 365	5 140	4 910	4 705	4 445	4 205	3 965
charges de fonctionnement	579 678	569 317	570 187	535 282	548 283	566 669	584 541	638 546	646 671	667 730	682 040	695 405	708 980	722 784	737 923	751 370	766 075	781 130
<b>épargne brute</b>	<b>56 981</b>	<b>82 826</b>	<b>77 179</b>	<b>105 914</b>	<b>99 457</b>	<b>131 897</b>	<b>95 796</b>	<b>82 474</b>	<b>97 313</b>	<b>97 270</b>	<b>98 290</b>	<b>100 590</b>	<b>102 945</b>	<b>105 270</b>	<b>106 657</b>	<b>110 020</b>	<b>112 454</b>	<b>114 885</b>
capital	4 087							<b>5 593</b>	11 280	11 406	11 635	11 865	12 100	12 345	12 590	17 950	18 185	18 425
<b>épargne nette</b>	<b>52 894</b>	<b>82 826</b>	<b>77 179</b>	<b>105 914</b>	<b>99 457</b>	<b>131 897</b>	<b>95 796</b>	<b>76 882</b>	<b>86 033</b>	<b>85 863</b>	<b>86 655</b>	<b>88 725</b>	<b>90 845</b>	<b>92 925</b>	<b>94 067</b>	<b>92 070</b>	<b>94 269</b>	<b>96 460</b>

- Annexe 4 ; comptes de fonctionnement 2020/2031

	Réal.	Réal.	Réal.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>produits de fonctionnement courant dont</b>	<b>668 879</b>	<b>714 609</b>	<b>739 154</b>	<b>760 400</b>	<b>775 630</b>	<b>791 195</b>	<b>807 025</b>	<b>821 382</b>	<b>839 480</b>	<b>856 190</b>	<b>873 230</b>	<b>890 615</b>
produits des services et domaines	28 838	63 172	65 020	65 000	66 300	67 650	69 000	69 003	71 800	73 235	74 700	76 195
impôts et taxes	413 030	439 825	458 597	479 000	488 600	498 400	508 370	518 550	528 920	539 500	550 290	561 300
dotations et participations	202 850	183 139	195 701	196 600	200 550	204 560	208 650	212 825	217 080	221 425	225 855	230 370
autres produits de gestion courante	23 718	10 801	15 731	15 800	16 100	16 425	16 755	16 754	17 430	17 780	18 135	18 500
travaux en régie			280									
atténuations de charges	443	17 673	3 825	4 000	4 080	4 160	4 250	4 250	4 250	4 250	4 250	4 250
<b>produits exceptionnels</b>	<b>11 458</b>	<b>6 411</b>	<b>4 829</b>	<b>4 600</b>	<b>4 700</b>	<b>4 800</b>	<b>4 900</b>	<b>5 000</b>	<b>5 100</b>	<b>5 200</b>	<b>5 300</b>	<b>5 400</b>
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>680 337</b>	<b>721 020</b>	<b>743 983</b>	<b>765 000</b>	<b>780 330</b>	<b>795 995</b>	<b>811 925</b>	<b>826 382</b>	<b>844 580</b>	<b>861 390</b>	<b>878 530</b>	<b>896 015</b>
<b>charges de fonctionnement courantes dont</b>	<b>582 738</b>	<b>634 220</b>	<b>640 544</b>	<b>661 280</b>	<b>674 550</b>	<b>688 100</b>	<b>701 860</b>	<b>715 895</b>	<b>731 200</b>	<b>744 825</b>	<b>759 725</b>	<b>774 975</b>
charges à caractère général	163 434	180 173	201 578	204 800	208 900	213 100	217 360	221 700	226 200	230 660	235 275	240 000
charges de personnel	299 991	359 753	347 608	361 920	369 200	376 600	384 130	391 815	400 000	407 645	415 800	424 150
charges de gestion courante	82 113	94 294	91 357	94 560	96 450	98 400	100 370	102 380	105 000	106 520	108 650	110 825
charges d'atténuation	37 200											
transfert de charges												
<b>excédent brut courant</b>	<b>86 141</b>	<b>80 389</b>	<b>98 611</b>	<b>99 120</b>	<b>101 080</b>	<b>103 095</b>	<b>105 165</b>	<b>105 487</b>	<b>108 280</b>	<b>111 365</b>	<b>113 504</b>	<b>115 640</b>
charges exceptionnelles	1 401	1 457	1 732	1 850	1 900	1 940	1 980	1 979	2 018	2 100	2 145	2 190
charges de fonctionnement hors intérêt	584 139	635 677	642 276	663 130	676 450	690 040	703 840	717 874	733 218	746 925	761 870	777 165
<b>épargne de gestion</b>	<b>96 198</b>	<b>85 343</b>	<b>101 708</b>	<b>101 870</b>	<b>103 880</b>	<b>105 955</b>	<b>108 085</b>	<b>110 180</b>	<b>111 362</b>	<b>114 465</b>	<b>116 659</b>	<b>118 850</b>
intérêts	402	2 869	4 395	4 600	5 590	5 365	5 140	4 910	4 705	4 445	4 205	3 965
charges de fonctionnement	584 541	638 546	646 671	667 730	682 040	695 405	708 980	722 784	737 923	751 370	766 075	781 130
<b>épargne brute</b>	<b>95 796</b>	<b>82 474</b>	<b>97 313</b>	<b>97 270</b>	<b>98 290</b>	<b>100 590</b>	<b>102 945</b>	<b>105 270</b>	<b>106 657</b>	<b>110 020</b>	<b>112 454</b>	<b>114 885</b>
capital		5 593	11 280	11 406	11 635	11 865	12 100	12 345	12 590	17 950	18 185	18 425
<b>épargne nette</b>	<b>95 796</b>	<b>76 882</b>	<b>86 033</b>	<b>85 863</b>	<b>86 655</b>	<b>88 725</b>	<b>90 845</b>	<b>92 925</b>	<b>94 067</b>	<b>92 070</b>	<b>94 269</b>	<b>96 460</b>

